

Articles issus de l'Humanité du 27/08/2012

Le Front de gauche noircit sa feuille de route

L'offensive de rentrée du Front de gauche s'est préparée tout le week-end à Saint-Martin-d'Hères, dans l'Isère, lors de ses «Estivales citoyennes». Premier objectif : obtenir un référendum sur le traité budgétaire européen.

Le coup d'envoi de la campagne pour le référendum sur le pacte budgétaire européen a marqué les «Estivales citoyennes» du Front de gauche, réunies samedi et dimanche à l'université de Grenoble, à Saint-Martin-d'Hères. Alors que la crise a continué d'ébranler le pays comme le continent pendant tout l'été, plus d'un millier de militants ont fait ce week-end leur première rentrée commune dans un état d'esprit «très combatif», selon les organisateurs.

Leur ambition ? Obtenir un référendum sur le traité européen, que le gouvernement devrait proposer à la ratification d'ici octobre.

Le gouvernement a décidé de «jouer la montre» sur ce texte porteur «d'austérité» et donc d'un «ralentissement qui nous mène à la catastrophe», selon Jean-Luc Mélenchon, l'ex-candidat à la présidentielle. De son côté, Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, estime qu'«il ne faut pas se laisser impressionner par l'idée que le temps est court. Une campagne rapide mais massive et argumentée peut réveiller un ardent désir de consultation et de démocratie». Une réalité attestée par le sondage publié en exclusivité par l'Humanité (du 27/08/12).

Tandis que le premier ministre sonne le rappel de la solidarité gouvernementale à La Rochelle, à Saint-Martin-d'Hères, ceux qui se considèrent comme les «ayants droit de la victoire» de la gauche à la présidentielle en appellent à la mobilisation.

«Nous devons mener campagne avec toutes les forces de la gauche sociale, politique, de toute la communauté nationale, qui critiquent comme nous ce traité sur des bases de solidarité !» lance le dirigeant communiste. Écologistes et aile gauche du PS inclus. À côté de la campagne de proximité et de «vérité sur le texte», des mobilisations populaires devraient s'organiser. C'est Jean-Luc Mélenchon qui, en fin de week-end, en précise les modalités : **soutien à la «pétition du journal l'Humanité», création «d'un comité national pour un référendum» à l'image de celui de 2005 et, surtout, «manifestation nationale à Paris pour montrer la force qui dit non»**. La date n'en est pas précisée, mais Eva Joly est d'ores et déjà invitée à «marcher en tête».

Tous sont motivés, car «mener une politique de gauche qui réponde aux urgences sociales sera impossible dans un tel carcan», estime le porte-parole de la Gauche unitaire, Christian Picquet. «Le gouvernement est prêt à ancrer l'austérité dans le marbre et, à côté, il ne propose que des mesurette provisoires pour le pouvoir d'achat ou le blocage des prix», confie une militante à l'entrée du campus. Jean-Luc Mélenchon, réfutant la thèse de sa prétendue impatience, a lancé un appel au «dialogue constructif» avec le gouvernement, vendredi soir.

Au diapason sur cette question plus que sur l'attitude à adopter face au gouvernement, les dirigeants du Front de gauche entendent être utiles dans le «rapport de forces» qui oppose aspirations populaires et puissances d'argent. Moratoire et loi sur les licenciements boursiers, amnistie des syndicalistes, droit de préemption pour les salariés... sont autant d'exemples de ces «mesures d'urgence» déclinées par Stéphanie Treillet, de Convergences et Alternative, lors du meeting de clôture. Dans la droite ligne des liens tissés pendant la campagne, les syndicalistes ont aussi été de la partie ce week-end. Sur scène, dans un atelier ou au détour d'une allée, les militants ont croisé les salariés en lutte de Fralib ou encore ceux de Thales. Pour tous, le prochain grand rendez-vous de cette mobilisation générale est fixé à la Fête de l'Humanité, à la mi-septembre.

Julia Hamlaoui, pour l'Humanité

Le Front de gauche met en avant son unité

Les délégués ont joué la partition d'un collectif rassemblé, studieux et désireux de poursuivre l'élargissement et de construire un fonctionnement qui assure l'égalité de tous ses membres, adhérents ou non d'un parti.

L'image frappe. Elle rappelle le meeting de lancement de la campagne électorale, placé sous le signe de l'union, le 29 juin 2011. Hier, il y avait comme un parfum de ce «tous ensemble». Ils sont tous là, les huit organisations (*PCF, Parti de gauche, Gauche unitaire, Convergences et Alternative, République et Socialisme, FASE, PCOF et Gauche anticapitaliste (ex-NPA)*) qui composent désormais le Front de gauche et les sans-parti, tous réunis comme les doigts de la main en Estivales citoyennes, leur première université d'été.

La rencontre du conseil national, ouverte à tous les militants, illustre peut-être le mieux l'ambition à laquelle aspire le Front de gauche : passer du cartel à un rassemblement qui mêle les «forces vives», selon l'expression de Francis Parry (PCF), «de la transformation sociale», quelle que soit leur étiquette politique, syndicale ou associative. Ils sont là, serrés sur les gradins de l'amphi. Il y a les responsables, les militants, les avec et les sans-cartes, des hommes et des femmes soucieux que le Front de gauche, leur Front de gauche, non seulement se poursuive, mais entende et réponde à ceux qui veulent y avoir une place à égalité, y être associés à part entière.

Il est vrai que, inédit en France, ce regroupement se doit donc d'innover pour trouver des formes adéquates à son fonctionnement pour qu'il puisse intégrer, notamment, «l'importante composante de citoyens investis dans le milieu associatif, culturel, syndical. Les forces vives ne se résument plus aux seuls partis politiques», précise Francis Parry, l'un des animateurs du conseil national. Comme en écho, la magistrate Évelyne Sire-Marin, militante des droits humains, souligne : «Je ne représente rien, comme des milliers de citoyens qui ont pris part à la campagne électorale, mais nous ne sommes pas invertébrés politiquement.»

Pour l'heure, la coordination nationale du Front de gauche, qui se réunit chaque lundi depuis la campagne présidentielle, a décidé de rendre pérennes le conseil national, les assemblées citoyennes, les Fronts thématiques, en fait, toutes les structures qui ont «montré leur utilité» lors des échéances électorales.

Il reste à régler des sujets qui «fâchent», selon Évelyne Sire-Marin, comme celui de «l'adhésion directe» au Front de gauche. Les uns, très nombreux, estiment «plus efficace» que les assemblées citoyennes remettent la carte estampillée «Front de gauche» ; d'autres sont réticents à une organisation «figée». Ainsi, Éric Coquerel (Parti de gauche) note : «Je crois beaucoup aux fronts thématiques, ces lieux d'élaboration et de mobilisation qui sont investis par de nombreuses personnes depuis leur existence. On ne leur a jamais demandé combien elles pesaient.»

La première université d'été dessine, en tout cas, l'image d'un «collectif rassemblé», selon Pierre Laurent, secrétaire national du PCF. L'image d'une assemblée prête à lancer de nouveaux défis, celui, entre autres, de transmettre «l'énergie» diffusée durant ce long week-end studieux, une énergie qu'il faut «rendre contagieuse», espère le responsable communiste.

Il restera toutefois au Front de gauche à vaincre «les freins» qui subsistent en son sein, souligne Patrice Cohen-Seat (PCF). Car, explique-t-il, «**il y a le problème de l'équilibre de la visibilité des conceptions et des organisations différentes. L'exigence est cependant tellement grande que personne ne peut, sous peine de mort, tuer cet espoir, et donc personne ne prendra la responsabilité folle de le faire. Ce qui oblige tout le monde à trouver des solutions**». Des solutions pour créer ainsi «un collectif intellectuel avec une histoire et un avenir communs», renchérit Évelyne Sire-Marin. Pour Jean-Luc Mélenchon, «c'est en marchant que se fait le chemin» car le Front de gauche «n'est pas une théorie, il est une pratique».

Mina Kaci, pour l'Humanité